



**Déclaration liminaire de la FSU de l'Oise
F3SCT départementale du 12 novembre 2024**



Les discussions autour du budget 2025 ne sont pas terminées et il est difficile de savoir quelle en sera l'issue, c'est-à-dire à quel moment Michel Barnier utilisera l'article 49-3. Mais une fois encore, c'est l'École qui prend de plein fouet la politique d'austérité menée depuis 2017. Une fois encore, les personnels de l'Éducation Nationale vont payer un lourd tribut.

Sous couvert de baisse de la démographie scolaire, le gouvernement a annoncé la suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale lors de la présentation du projet de budget 2025. Pour la FSU cet argument ne tient pas. Nous dénonçons une scandaleuse "saignée" qui mettra à mal nos missions : l'École Publique est à un point de bascule, et notre 1^{er} Ministre la pousse dans le vide. La baisse démographique, indéniable, qui se profile, aurait pu permettre un rattrapage du taux d'encadrement (en baisse depuis 2006), et donc une **amélioration des conditions de travail des personnels. Ce n'est pas le choix de notre gouvernement.**

Le ministère met en avant une hausse de "834 millions d'euros" par rapport au budget 2024. Mais, en réalité, cette augmentation est bien plus modeste si on la compare au budget original voté il y a un an, car entre-temps l'enveloppe a été réduite de quelque 700 millions d'euros en février. Cherchez l'erreur !

Quand la santé des personnels est négligée, c'est toute l'école qui souffre ! Notre gouvernement se préoccupe donc de la santé des personnels : voilà que les fonctionnaires sont désignés comme coupables d'être malades, ils se voient puni-es de trois jours de carence et d'une baisse d'indemnisation du congé maladie. C'est parce qu'ils seraient coupables "d'absentéisme" et par souci d'équité avec le privé : le ministre de la fonction publique avancent deux pseudo arguments qui relèvent de la fake news. Les mensonges de Guillaume Kasbarian contre les agents publics, une nouvelle fois jetés à la vindicte populaire, accusés de sécher sciemment et de profiter du système sont inacceptables.

Et que dire des propos de Nicolas Sarkozy ce week-end ? Ils sont indignes d'un ancien président de la république...

Nous avons en effet dans l'éducation, non pas un souci d'absentéisme, mais un profond problème d'absence, de manque de personnels :

- manque de personnels enseignants : il manquait des professeurs dès le 1er septembre, il en manque toujours, et cela malgré le recrutement de contractuel·les, tant dans le premier degré que le second degré.
- manque d'AESH : il reste également beaucoup d'élèves sans AESH, qui voient de fait leur droit à l'éducation entravé. La FSU rappelle qu'elle a des mandats forts pour l'inclusion des élèves mais pas pour une inclusion sans moyen. Trop et de plus en plus de collègues sont en souffrance face à une inclusion au rabais. Les fiches RSST liées à cette problématique sont toujours plus nombreuses années après années. La FSU tient de nouveau à alerter sur cette problématique. Il y a urgence à ouvrir des ESMS, à recruter des médecins scolaires et des assistantes sociales, à former le maximum de personnels et à renforcer les RASED.
- manque de personnels administratifs, manque de personnels de vie scolaire, manque de médecins et d'infirmier·es, etc... la liste est si longue...

Qui oserait dire dans ces conditions que la rentrée 2024 a été "réussie" ? **Mais pour 2025, taxer les milliardaires ou ponctionner les fonctionnaires ? Le gouvernement a fait son choix.**

Pour enrayer la crise de recrutement, une **revalorisation salariale de l'ensemble des personnels est nécessaire. Ce n'est pas le choix de notre gouvernement.**

La FSU souligne par ailleurs que ce n'est pas aux personnels d'assumer, via le pacte, la responsabilité de l'incapacité de nos gouvernant-es à assurer les remplacements. La FSU rappelle qu'il est urgent d'abandonner le pacte et d'utiliser ces sommes pour des mesures salariales sans contreparties.

Les mesures du "choc des savoirs" ont été massivement contestées par la communauté éducative depuis janvier 2024. Près de 2/3 des collèges ne mettent pas en place les groupes de niveaux ou de "besoin" tels que les avait imaginés Gabriel Attal, les configurations sont tellement nombreuses qu'il est très difficile de s'y retrouver : c'est un nouveau recul du caractère national du service public d'éducation. Et surtout, les problèmes identifiés par la FSU se confirment : contraintes d'organisation, sur les emplois du temps, remise en cause de l'identité professionnelle et du cœur de métier pour nos collègues de maths et de français. La majorité qui portait ces réformes a été désavouée dans les urnes et pourtant Anne Genetet poursuit sur la même voie : pseudo-mise en place de groupes en 4ème-3ème, modification du DNB qui devient une barrière pour l'entrée en 2nde, nouveaux programmes, manuels labellisés... Nous continuons à nous opposer aux mesures du Choc des savoirs (version 2024 comme version 2025) et à demander leur abandon. **L'exigence d'abrogation du choc des savoirs est une urgence : non, "nous ne trierons pas nos élèves", ni en 2024, ni en 2025 !**

Enfin et pour finir, la FSU continue d'alerter toutes les autorités de la situation de **dizaines d'enfants de notre département, scolarisé-es ou non et qui, tous les soirs sont à la rue ;** mis à l'abri ou pas, dans des conditions précaires, faisant leurs devoirs sur le trottoir... Quoi qu'en pense le ministre de l'Intérieur, l'immigration est une richesse. Ces enfants sont nos élèves et nous continuerons de nous mobiliser pour qu'elles et eux puissent vivre, leur enfance pleinement et sans souffrance.

Les services publics sont à l'os et ne tiennent que par la conscience professionnelle des fonctionnaires. Or, une nouvelle cure d'austérité s'annonce, avec par exemple 4 000 suppressions de postes dans l'Éducation, et l'appauvrissement des fonctionnaires. Parce que nous sommes fier-es d'être fonctionnaires, professionnels de l'Éducation nationale, nous refusons ces mesures vexatoires et portons nos exigences de ruptures économiques, sociales et environnementales. **L'heure est à la mobilisation.**